

« La gauche doit retourner à ses fondamentaux »

Paul Magnette défend, dans un entretien au « Soir », le « bilan » de la gauche, reconnaît des erreurs, comme la réforme des allocations d'insertion, et attaque le gouvernement MR-N-VA qui « a détruit en trois ans ce que les socialistes avaient mis des décennies à construire ».

Le PS doit aller en campagne en posant quelques exigences non négociables, comme la pension à 65 ans. » Paul Magnette a une idée claire de la manière dont le parti socialiste devra mener campagne en 2019 (élections législatives, régionales et européennes). On doit aller en campagne en disant qu'« on ne rentrera pas dans un gouvernement s'il n'y a pas au moins ça, ça, et ça, dit le bourgmestre carolo. Comme on l'a fait avec la journée des huit heures, le suffrage universel, toutes les grandes conquêtes historiques. Quelques exigences qui ne seront pas

négociables. » Un retour de la pension à 65 ans, notamment.

A titre d'exemples, ce sont donc les conquêtes historiques du PS que convoque Paul Magnette. Une façon d'en appeler à un retour aux « fondamentaux », au premier rang desquels figure la lutte des classes. Un concept qu'il juge complètement d'actualité,

« dans l'ADN du Parti socialiste », malgré sa connotation « un peu passée ».

C'est dans le même ordre d'idées qu'il concède que la réforme des allocations d'insertion menée par le précédent gouvernement, dirigé par son actuel pré-

sident de parti, Elio Di Rupo, a été une erreur, « même si ce n'est pas nous qui l'avons demandée, même s'il y a eu une pression colossale, même s'il y avait le contexte : 541 jours de crise ».

Et d'afficher une ambition : le plein-emploi : « On peut l'atteindre en dix ans. C'est la mesure la plus à gauche que l'on puisse imaginer. Quand on a le plein-emploi, il n'y a plus cette pression insupportable sur les travailleurs : "Si tu n'es pas content, il y a un chômeur qui attend ta place..." On y arrivera avec la redistribution du temps de travail, la globalisation des revenus, l'individualisation des droits... » ■

« Sans nous, c'est vraiment pire que pire »

► Paul Magnette défend le « bilan » de la gauche, reconnaît des « erreurs », et relance : « Le gouvernement MR-N-VA a détruit en trois ans ce que l'on avait mis des décennies à construire. »
► 2019 ? « Le PS doit aller en campagne en posant quelques exigences non négociables, comme la pension à 65 ans. »
► Lutte des classes ? « C'est l'ADN socialiste. »

ENTRETIEN

Tout un programme : « Le PS et le pouvoir ». Le titre d'une conférence-débat ce samedi à Charleroi (lire notre analyse, ci-contre). Un travail d'évaluation, aussi de prospective. Paul Magnette se livre à l'exercice.

« Le PS et le pouvoir » ? Pourquoi faire une « évaluation » ?

Parce qu'on n'a pas suffisamment fait le bilan de notre participation au pouvoir ces trente dernières années, ce qui a laissé la place à beaucoup de caricatures. Genre : « Le PS a appliqué des politiques d'austérité... ». Ceux qui disent cela créent un habile mélange entre Tony Blair, Gerhard Schröder et les autres. Le PS n'a jamais soutenu la « troisième voie ». Reste, c'est vrai, qu'on doit pouvoir réaliser une analyse critique et admettre qu'à certains moments, on a fait des compromis que l'on peut regretter.

Comme la réforme des allocations d'insertion...

Oui, une erreur. Même si ce n'est pas nous qui l'avons demandée, même s'il y a eu une pression colossale, même s'il y avait le contexte : 541 jours de crise.

En attendant, la social-démocratie européenne est au plus bas.

A part le Portugal et la Suède, il n'y a plus de gouvernement de gauche. Au fond, c'est un exploit d'avoir pu continuer à défendre des valeurs de gauche dans un contexte dominé par le libéralisme. En Belgique aujourd'hui, on socialise 53,8 % de la richesse produite. C'est un acquis historique de la gauche. Cela veut dire que plus de la moitié de la richesse produite est redistribuée dans les services publics et la sécurité sociale. Le problème, c'est que ces 53,8 % sont de moins en moins bien puisés et de moins en moins bien redistribués.

La gauche ne s'est-elle pas longtemps cantonnée dans un rôle de bouclier ? Le fameux : « Sans nous, ce serait pire. »

J'assume totalement le travail de résistance. On voit ce que le gouvernement MR-N-VA a détruit en trois ans et que l'on avait mis des décennies à construire : les coupes claires dans le budget des soins de santé, le saut d'index, la réforme des pensions, etc. On sent qu'ils sont au pouvoir en roue libre, sans notre rempart de gauche. Ils n'ont plus de surmoi, en quelque sorte. Quand on dit : « Sans nous, ce serait pire », cela ne suffit pas. Mais sans nous, c'est vraiment pire et même pire que pire !

Mais n'oubliez pas les conquêtes. Dans les années 2000, on a pu gouverner avec des alliances laïques et notre pays, qui

était un des plus arriérés sur le plan éthique en Europe, est devenu l'un des plus avancés : on a laïcisé l'Etat, maintenu le droit à l'avortement, permis d'avoir une mort digne, rendu possible le mariage pour tous... A d'autres moments, on a pu engranger des avancées sur le plan social. Jusqu'à Maggie De Block, on n'avait connu que des progressions. On a continué d'augmenter le budget de la Sécu et de garantir sa pérennité. Ce que la majorité actuelle est en train de foutre en l'air. La Sécu n'est plus sanctuarisée. Elle est devenue une variable d'ajustement.

Le rapport de forces en Europe est défavorable à la gauche, dites-vous. Peut-il être reconstruit ?

On a « coïncé » à l'échelle européenne. Un certain nombre de gouvernements n'ont malheureusement pas mené des politiques de gauche, c'est le cas de François Hollande, une immense déception. D'autres se sont enfermés dans des coalitions penchant majoritairement à droite, comme aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Autriche. Et ils ont tous été sanctionnés, ces sociaux-démocrates-là qui nous faisaient la leçon voici quelques années... Dijsselbloem qui incarnait l'Eurogroupe et sa sévérité à l'égard de la Grèce !, c'est la négation du socialisme. Ils ont pratiquement tous disparu. Il y a une justice immanente en politique : quand tu abandonnes le cœur de ton message, un jour, tu le paies. En plus, au Parlement européen, il y avait une grande alliance sociaux-démocrates-libéraux-démocrates-chrétiens : un boulevard pour l'extrême gauche et la droite nationaliste. Mortel pour les so-

ciaux-démocrates. Ça a changé : les sociaux-démocrates veulent retrouver une voie autonome de gauche. Quand on voit cela, et par ailleurs notre chantier des idées, on se dit qu'on est à un moment peut-être historique pour la gauche.

Pour redevenir audible, la gauche et le PS ne doivent-ils pas aussi changer leurs porte-parole, renouveler leurs cadres ? On a un nouveau chef de groupe au Parlement fédéral, Ahmed Laaouej, suite au départ de Laurette Onkelinx, que je salue, qui a organisé elle-même la transition. Même chose au parlement wallon avec Pierre-Yves Dermagne. J'aurais très bien pu être député et être celui qui incarne l'opposition au parlement wallon. Je n'ai pas voulu le faire car je crois que c'est difficile d'incarner l'opposition quand on sort de l'exécutif.

Vous visez Elio Di Rupo ?

Je ne vise personne. Dans mon raisonnement personnel, je me suis dit que ce serait compliqué pour moi d'incarner l'opposition au parlement après avoir été ministre-président. Celui qui incarne l'opposition au Parlement fédéral, c'est Ahmed Laaouej. Quant à Elio, il y a une injustice profonde : on a tendance à attribuer au chef de l'exécutif tout ce qui ne va pas, et on oublie qu'Elio a sauvé le pays après 541 jours de crise, donc sauvé l'Etat, donc la Sécurité sociale. Des éléments historiques majeurs.

On connaît le binôme : social-démocratie et redistribution de la croissance. Or, la croissance se tarit, peut-être à jamais. D'où l'écosocialisme, qui devient un élément central de notre identité. Cela

étant, notre drame, c'est que la Belgique est aujourd'hui le pays qui crée le moins d'emplois et le moins de valeur. Notre gouvernement est d'une inefficacité crasse. Ils privilégient les riches, ils font des cadeaux sans contrepartie aux entreprises, qui n'utilisent pas ce gain pour créer de l'emploi mais pour distribuer des dividendes.

Les libéraux contestent : le tax shift,

c'est le pouvoir d'achat.

Ils isolent le tax shift de tout le reste : le saut d'index, le prix des médicaments, la perspective de voir les pensions diminuer, etc. Non, si on disait aux patrons : on réduit les cotisations sociales à condition que vous engagiez des jeunes, que vous fassiez de l'aménagement des fins de carrière, de la réduction du temps de travail, etc., cela relancerait la machine. Ajoutez : chaque année, 220 milliards de bénéfices des entreprises échappent à l'impôt. Vous appliquez les 20 % de taux moyens d'impôt des sociétés, ça fait 45 milliards. Il y a une alternative.

C'est le discours de la gauche réformiste. Mais la fuite en avant destructurante, populiste, ne l'emportera-t-elle pas ?

Tocqueville disait : une idée fausse mais simple aura toujours plus de force qu'une idée complexe mais juste. La gauche doit avoir un message clair. On doit aller à la campagne de 2019 en disant : « On ne rentrera pas dans un gouvernement s'il n'y a pas au moins ça, ça, et ça. » Comme on l'a fait avec la journée des huit heures, le suffrage universel, toutes les grandes conquêtes historiques. Des exigences pas négociables.

Le retour à la pension à 65 ans, par exemple ?

Oui, mais ça, c'est du pur bon sens. Trudeau l'a fait au Canada. On extraira une douzaine de propositions du Chantier des idées. Fondamentalement, je crois qu'il faut dire : « On peut atteindre le plein-emploi en dix ans. » C'est la mesure la plus à gauche que l'on puisse imaginer. Quand on a le plein-emploi, il n'y a plus cette pression insupportable sur les travailleurs : « Si tu n'es pas

content, il y a un chômeur qui attend ta place »... La fameuse armée de réserve que Marx évoquait déjà. Donnons-nous cet objectif : on peut atteindre le plein-emploi en dix ans, et complétons : on y arrivera avec la redistribution du temps de travail, la globalisation des revenus, l'individualisation des droits...

Qualifiez le positionnement du PS : il doit se gauchiser, se radicaliser...

Non, retourner aux sources, aux fondamentaux. Les libéraux à Walibi qui nous traitent de communistes, c'est les Monty Python ! Bientôt, on va nous expliquer qu'on a un couteau entre les dents ! La réduction du temps de travail, ça fait partie du patrimoine du PS depuis 1885 !

Quid de la lutte des classes ? Le concept doit figurer dans le nouveau Manifeste socialiste ?

Il est dans l'ADN du parti socialiste. Il est évident que certains travailleurs salariés paient les dividendes des riches. C'est clair comme de l'eau de roche. Je sais que le concept de « lutte des classes » a une connotation un peu passée, mais ça reste d'une grande actualité. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
PASCAL LORENT

LE CDH

« Une justice immanente »

Benoît Lutgen ? Vous vous êtes parlé depuis le renversement d'alliance ? Aucun contact. Pas du

tout. Ni directement ni indirectement. Je suis ses péripéties, ses fuites de députés, ses chutes dans les sondages... Il y a comme une justice immanente, elle est en train de se réaliser.

ANALYSE

Fée

Ne lui parlez pas de Benoît Lutgen, il se tend, interrompt son raisonnement, parle d'une « justice immanente », stigmatise « la trahison » comme le péché suprême, on croit voir l'Enfer de Dante pour le centriste-humaniste. Ciel !

Pour le reste, le coup de Jarnac du président CDH, qui l'a bouté hors de l'Elysette en plein milieu de la législature, a ramené le socialiste sur terre et à son fil rouge.

Pour ce qui concerne la terre, c'est la sienne : Charleroi, plus grande métropole wallonne, où il occupe le mayorat et livrera l'an prochain une campagne communale décisive pour les socialistes et pour lui-même, son avenir, son rôle au PS.

Quant au fil rouge, on aura compris que Paul Magnette, libéré malgré lui de ses responsabilités ministérielles, est désormais tout à son souci de prédilection, son sujet d'étude en plus de son engagement politique : la gauche. Bilan et perspectives, si l'on veut. C'est le thème de la conférence du jour, ce samedi, à l'Eden, à Charleroi, organisée par Eric Massin, président fédéral, et intitulée : « Le PS et le pouvoir ». Laquelle réunit une sorte de task force socialiste pour la tentative de reconquête de l'opinion publique, du peuple de gauche, du pouvoir : Jean-Pascal Labille (Solidaris), Ahmed Laaouej (chef de groupe à la Chambre), Thierry Bodson (patron de la FGTB wallonne), Estelle Ceulemans (centre d'études de la FGTB), Marie Arena (députée européenne), Edouard Delruelle (philo-

sophe engagé)... Paul Magnette clôturera des travaux voués avant tout à une « évaluation de l'action du PS ces trente dernières années, un inventaire, un bilan », un peu comme on marque un point de (nouveau) départ. C'est tout le sens de l'entretien qu'il nous livre ici. Pour l'inventaire, on voit. Pour le nouveau départ, il y a de l'espoir, il y a surtout du boulot. Exclu du PS, Stéphane Moreau (Paul Magnette préfère ne pas s'exprimer à son propos, ce n'est pas le sujet), toujours chez Nethys comme on sait, continue de compliquer la tâche socialiste. Et, beaucoup plus fondamentalement, il faut aller en Nouvelle-Zélande pour trouver enfin un beau succès à gauche côté social-démocrate, celui de Jacinda Ardern, une femme, peut-être une fée.

D.CI ET P.LOT